

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

European Treaty Series – No. 155
Série des traités européens - n° 155

Protocol No. 11
to the Convention for the Protection
of Human Rights
and Fundamental Freedoms,
restructuring the control machinery
established thereby

Protocole n° 11
à la Convention de sauvegarde
des Droits de l'Homme
et des Libertés fondamentales,
portant restructuration du
mécanisme de contrôle établi
par la Convention

Strasbourg, 11.V.1994

The member States of the Council of Europe, signatories to this Protocol to the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, signed at Rome on 4 November 1950 (hereinafter referred to as “the Convention”),

Considering the urgent need to restructure the control machinery established by the Convention in order to maintain and improve the efficiency of its protection of human rights and fundamental freedoms, mainly in view of the increase in the number of applications and the growing membership of the Council of Europe;

Considering that it is therefore desirable to amend certain provisions of the Convention with a view, in particular, to replacing the existing European Commission and Court of Human Rights with a new permanent Court;

Having regard to Resolution No. 1 adopted at the European Ministerial Conference on Human Rights, held in Vienna on 19 and 20 March 1985;

Having regard to Recommendation 1194 (1992), adopted by the Parliamentary Assembly of the Council of Europe on 6 October 1992;

Having regard to the decision taken on reform of the Convention control machinery by the Heads of State and Government of the Council of Europe member States in the Vienna Declaration on 9 October 1993,

Have agreed as follows:

Article 1

The existing text of Sections II to IV of the Convention (Articles 19 to 56) and Protocol No. 2 conferring upon the European Court of Human Rights competence to give advisory opinions shall be replaced by the following Section II of the Convention (Articles 19 to 51):

“Section II – European Court of Human Rights

Article 19 – Establishment of the Court

To ensure the observance of the engagements undertaken by the High Contracting Parties in the Convention and the protocols thereto, there shall be set up a European Court of Human Rights, hereinafter referred to as “the Court”. It shall function on a permanent basis.

Article 20 – Number of judges

The Court shall consist of a number of judges equal to that of the High Contracting Parties.

Article 21 – Criteria for office

- 1 The judges shall be of high moral character and must either possess the qualifications required for appointment to high judicial office or be jurisconsults of recognised competence.

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénommée «la Convention»),

Considérant qu'il est nécessaire et urgent de restructurer le mécanisme de contrôle établi par la Convention afin de maintenir et de renforcer l'efficacité de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales prévue par la Convention, en raison principalement de l'augmentation des requêtes et du nombre croissant des membres du Conseil de l'Europe;

Considérant qu'il convient par conséquent d'amender certaines dispositions de la Convention en vue, notamment, de remplacer la Commission et la Cour européennes des Droits de l'Homme existantes par une nouvelle Cour permanente;

Vu la Résolution n° 1 adoptée lors de la Conférence ministérielle européenne sur les droits de l'homme, tenue à Vienne les 19 et 20 mars 1985;

Vu la Recommandation 1194 (1992), adoptée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 6 octobre 1992;

Vu la décision prise sur la réforme du mécanisme de contrôle de la Convention par les Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres du Conseil de l'Europe dans la Déclaration de Vienne du 9 octobre 1993,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Le texte des titres II à IV de la Convention (articles 19 à 56) et le Protocole n° 2 attribuant à la Cour européenne des Droits de l'Homme la compétence de donner des avis consultatifs sont remplacés par le titre II suivant de la Convention (articles 19 à 51):

«Titre II – Cour européenne des Droits de l'Homme

Article 19 – Institution de la Cour

Afin d'assurer le respect des engagements résultant pour les Hautes Parties contractantes de la présente Convention et de ses protocoles, il est institué une Cour européenne des Droits de l'Homme, ci-dessous nommée «la Cour». Elle fonctionne de façon permanente.

Article 20 – Nombre de juges

La Cour se compose d'un nombre de juges égal à celui des Hautes Parties contractantes.

Article 21 – Conditions d'exercice des fonctions

- 1 Les juges doivent jouir de la plus haute considération morale et réunir les conditions requises pour l'exercice de hautes fonctions judiciaires ou être des juristes possédant une compétence notoire.

- 2 The judges shall sit on the Court in their individual capacity.
- 3 During their term of office the judges shall not engage in any activity which is incompatible with their independence, impartiality or with the demands of a full-time office; all questions arising from the application of this paragraph shall be decided by the Court.

Article 22 – Election of judges

- 1 The judges shall be elected by the Parliamentary Assembly with respect to each High Contracting Party by a majority of votes cast from a list of three candidates nominated by the High Contracting Party.
- 2 The same procedure shall be followed to complete the Court in the event of the accession of new High Contracting Parties and in filling casual vacancies.

Article 23 – Terms of office

- 1 The judges shall be elected for a period of six years. They may be re-elected. However, the terms of office of one-half of the judges elected at the first election shall expire at the end of three years.
- 2 The judges whose terms of office are to expire at the end of the initial period of three years shall be chosen by lot by the Secretary General of the Council of Europe immediately after their election.
- 3 In order to ensure that, as far as possible, the terms of office of one-half of the judges are renewed every three years, the Parliamentary Assembly may decide, before proceeding to any subsequent election, that the term or terms of office of one or more judges to be elected shall be for a period other than six years but not more than nine and not less than three years.
- 4 In cases where more than one term of office is involved and where the Parliamentary Assembly applies the preceding paragraph, the allocation of the terms of office shall be effected by a drawing of lots by the Secretary General of the Council of Europe immediately after the election.
- 5 A judge elected to replace a judge whose term of office has not expired shall hold office for the remainder of his predecessor's term.
- 6 The terms of office of judges shall expire when they reach the age of 70.
- 7 The judges shall hold office until replaced. They shall, however, continue to deal with such cases as they already have under consideration.

Article 24 – Dismissal

No judge may be dismissed from his office unless the other judges decide by a majority of two-thirds that he has ceased to fulfil the required conditions.

Article 25 – Registry and legal secretaries

The Court shall have a registry, the functions and organisation of which shall be laid down in the rules of the Court. The Court shall be assisted by legal secretaries.

- 2 Les juges siègent à la Cour à titre individuel.
- 3 Pendant la durée de leur mandat, les juges ne peuvent exercer aucune activité incompatible avec les exigences d'indépendance, d'impartialité ou de disponibilité requise par une activité exercée à plein temps; toute question soulevée en application de ce paragraphe est tranchée par la Cour.

Article 22 - Election des juges

- 1 Les juges sont élus par l'Assemblée parlementaire au titre de chaque Haute Partie contractante, à la majorité des voix exprimées, sur une liste de trois candidats présentés par la Haute Partie contractante.
- 2 La même procédure est suivie pour compléter la Cour en cas d'adhésion de nouvelles Hautes Parties contractantes et pourvoir les sièges devenus vacants.

Article 23 - Durée du mandat

- 1 Les juges sont élus pour une durée de six ans. Ils sont rééligibles. Toutefois, les mandats d'une moitié des juges désignés lors de la première élection prendront fin au bout de trois ans.
- 2 Les juges dont le mandat prendra fin au terme de la période initiale de trois ans sont désignés par tirage au sort effectué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, immédiatement après leur élection.
- 3 Afin d'assurer, dans la mesure du possible, le renouvellement des mandats d'une moitié des juges tous les trois ans, l'Assemblée parlementaire peut, avant de procéder à toute élection ultérieure, décider qu'un ou plusieurs mandats des juges à élire auront une durée autre que celle de six ans, sans qu'elle puisse toutefois excéder neuf ans ou être inférieure à trois ans.
- 4 Dans le cas où il y a lieu de conférer plusieurs mandats et où l'Assemblée parlementaire fait application du paragraphe précédent, la répartition des mandats s'opère suivant un tirage au sort effectué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe immédiatement après l'élection.
- 5 Le juge élu en remplacement d'un juge dont le mandat n'est pas expiré achève le mandat de son prédécesseur.
- 6 Le mandat des juges s'achève dès qu'ils atteignent l'âge de 70 ans.
- 7 Les juges restent en fonctions jusqu'à leur remplacement. Ils continuent toutefois de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

Article 24 - Révocation

Un juge ne peut être relevé de ses fonctions que si les autres juges décident, à la majorité des deux tiers, qu'il a cessé de répondre aux conditions requises.

Article 25 - Greffe et référendaires

La Cour dispose d'un greffe dont les tâches et l'organisation sont fixées par le règlement de la Cour. Elle est assistée de référendaires.

Article 26 – Plenary Court

The plenary Court shall

- a elect its President and one or two Vice-Presidents for a period of three years; they may be re-elected;
- b set up Chambers, constituted for a fixed period of time;
- c elect the Presidents of the Chambers of the Court; they may be re-elected;
- d adopt the rules of the Court; and
- e elect the Registrar and one or more Deputy Registrars.

Article 27 – Committees, Chambers and Grand Chamber

- 1 To consider cases brought before it, the Court shall sit in committees of three judges, in Chambers of seven judges and in a Grand Chamber of seventeen judges. The Court's Chambers shall set up committees for a fixed period of time.
- 2 There shall sit as an *ex officio* member of the Chamber and the Grand Chamber the judge elected in respect of the State Party concerned or, if there is none or if he is unable to sit, a person of its choice who shall sit in the capacity of judge.
- 3 The Grand Chamber shall also include the President of the Court, the Vice-Presidents, the Presidents of the Chambers and other judges chosen in accordance with the rules of the Court. When a case is referred to the Grand Chamber under Article 43, no judge from the Chamber which rendered the judgment shall sit in the Grand Chamber, with the exception of the President of the Chamber and the judge who sat in respect of the State Party concerned.

Article 28 – Declarations of inadmissibility by committees

A committee may, by a unanimous vote, declare inadmissible or strike out of its list of cases an individual application submitted under Article 34 where such a decision can be taken without further examination. The decision shall be final.

Article 29 – Decisions by Chambers on admissibility and merits

- 1 If no decision is taken under Article 28, a Chamber shall decide on the admissibility and merits of individual applications submitted under Article 34.
- 2 A Chamber shall decide on the admissibility and merits of inter-State applications submitted under Article 33.
- 3 The decision on admissibility shall be taken separately unless the Court, in exceptional cases, decides otherwise.

Article 26 – Assemblée plénière de la Cour

La Cour réunie en Assemblée plénière

- a élit, pour une durée de trois ans, son président et un ou deux vice-présidents; ils sont rééligibles;
- b constitue des Chambres pour une période déterminée;
- c élit les présidents des Chambres de la Cour, qui sont rééligibles;
- d adopte le règlement de la Cour; et
- e élit le greffier et un ou plusieurs greffiers adjoints.

Article 27 – Comités, Chambres et Grande Chambre

- 1 Pour l'examen des affaires portées devant elle, la Cour siège en comités de trois juges, en Chambres de sept juges et en une Grande Chambre de dix-sept juges. Les Chambres de la Cour constituent les comités pour une période déterminée.
- 2 Le juge élu au titre d'un Etat partie au litige est membre de droit de la Chambre et de la Grande Chambre; en cas d'absence de ce juge, ou lorsqu'il n'est pas en mesure de siéger, cet Etat partie désigne une personne qui siège en qualité de juge.
- 3 Font aussi partie de la Grande Chambre le président de la Cour, les vice-présidents, les présidents des Chambres et d'autres juges désignés conformément au règlement de la Cour. Quand l'affaire est déferée à la Grande Chambre en vertu de l'article 43, aucun juge de la Chambre qui a rendu l'arrêt ne peut y siéger, à l'exception du président de la Chambre et du juge ayant siégé au titre de l'Etat partie intéressé.

Article 28 – Déclarations d'irrecevabilité par les comités

Un comité peut, par vote unanime, déclarer irrecevable ou rayer du rôle une requête individuelle introduite en vertu de l'article 34 lorsqu'une telle décision peut être prise sans examen complémentaire. La décision est définitive.

Article 29 – Décisions des Chambres sur la recevabilité et le fond

- 1 Si aucune décision n'a été prise en vertu de l'article 28, une Chambre se prononce sur la recevabilité et le fond des requêtes individuelles introduites en vertu de l'article 34.
- 2 Une Chambre se prononce sur la recevabilité et le fond des requêtes étatiques introduites en vertu de l'article 33.
- 3 Sauf décision contraire de la Cour dans des cas exceptionnels, la décision sur la recevabilité est prise séparément.

Article 30 – Relinquishment of jurisdiction to the Grand Chamber

Where a case pending before a Chamber raises a serious question affecting the interpretation of the Convention or the protocols thereto, or where the resolution of a question before the Chamber might have a result inconsistent with a judgment previously delivered by the Court, the Chamber may, at any time before it has rendered its judgment, relinquish jurisdiction in favour of the Grand Chamber, unless one of the parties to the case objects.

Article 31 – Powers of the Grand Chamber

The Grand Chamber shall

- a determine applications submitted either under Article 33 or Article 34 when a Chamber has relinquished jurisdiction under Article 30 or when the case has been referred to it under Article 43; and
- b consider requests for advisory opinions submitted under Article 47.

Article 32 – Jurisdiction of the Court

- 1 The jurisdiction of the Court shall extend to all matters concerning the interpretation and application of the Convention and the protocols thereto which are referred to it as provided in Articles 33, 34 and 47.
- 2 In the event of dispute as to whether the Court has jurisdiction, the Court shall decide.

Article 33 – Inter-State cases

Any High Contracting Party may refer to the Court any alleged breach of the provisions of the Convention and the protocols thereto by another High Contracting Party.

Article 34 – Individual applications

The Court may receive applications from any person, non-governmental organisation or group of individuals claiming to be the victim of a violation by one of the High Contracting Parties of the rights set forth in the Convention or the protocols thereto. The High Contracting Parties undertake not to hinder in any way the effective exercise of this right.

Article 35 – Admissibility criteria

- 1 The Court may only deal with the matter after all domestic remedies have been exhausted, according to the generally recognised rules of international law, and within a period of six months from the date on which the final decision was taken.
- 2 The Court shall not deal with any individual application submitted under Article 34 that
 - a is anonymous; or
 - b is substantially the same as a matter that has already been examined by the Court or has already been submitted to another procedure of international investigation or settlement and contains no relevant new information.

Article 30 – Dessaisissement en faveur de la Grande Chambre

Si l'affaire pendante devant une Chambre soulève une question grave relative à l'interprétation de la Convention ou de ses protocoles, ou si la solution d'une question peut conduire à une contradiction avec un arrêt rendu antérieurement par la Cour, la Chambre peut, tant qu'elle n'a pas rendu son arrêt, se dessaisir au profit de la Grande Chambre, à moins que l'une des parties ne s'y oppose.

Article 31 – Attributions de la Grande Chambre

La Grande Chambre

- a se prononce sur les requêtes introduites en vertu de l'article 33 ou de l'article 34 lorsque l'affaire lui a été déférée par la Chambre en vertu de l'article 30 ou lorsque l'affaire lui a été déférée en vertu de l'article 43; et
- b examine les demandes d'avis consultatifs introduites en vertu de l'article 47.

Article 32 – Compétence de la Cour

- 1 La compétence de la Cour s'étend à toutes les questions concernant l'interprétation et l'application de la Convention et de ses protocoles qui lui seront soumises dans les conditions prévues par les articles 33, 34 et 47.
- 2 En cas de contestation sur le point de savoir si la Cour est compétente, la Cour décide.

Article 33 – Affaires interétatiques

Toute Haute Partie contractante peut saisir la Cour de tout manquement aux dispositions de la Convention et de ses protocoles qu'elle croira pouvoir être imputé à une autre Haute Partie contractante.

Article 34 – Requêtes individuelles

La Cour peut être saisie d'une requête par toute personne physique, toute organisation non gouvernementale ou tout groupe de particuliers qui se prétend victime d'une violation par l'une des Hautes Parties contractantes des droits reconnus dans la Convention ou ses protocoles. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entraver par aucune mesure l'exercice efficace de ce droit.

Article 35 – Conditions de recevabilité

- 1 La Cour ne peut être saisie qu'après l'épuisement des voies de recours internes, tel qu'il est entendu selon les principes de droit international généralement reconnus, et dans un délai de six mois à partir de la date de la décision interne définitive.
- 2 La Cour ne retient aucune requête individuelle introduite en application de l'article 34, lorsque
 - a elle est anonyme; ou
 - b elle est essentiellement la même qu'une requête précédemment examinée par la Cour ou déjà soumise à une autre instance internationale d'enquête ou de règlement, et si elle ne contient pas de faits nouveaux.

- 3 The Court shall declare inadmissible any individual application submitted under Article 34 which it considers incompatible with the provisions of the Convention or the protocols thereto, manifestly ill-founded, or an abuse of the right of application.
- 4 The Court shall reject any application which it considers inadmissible under this Article. It may do so at any stage of the proceedings.

Article 36 - Third-party intervention

- 1 In all cases before a Chamber or the Grand Chamber, a High Contracting Party one of whose nationals is an applicant shall have the right to submit written comments and to take part in hearings.
- 2 The President of the Court may, in the interest of the proper administration of justice, invite any High Contracting Party which is not a party to the proceedings or any person concerned who is not the applicant to submit written comments or take part in hearings.

Article 37 - Striking out applications

- 1 The Court may at any stage of the proceedings decide to strike an application out of its list of cases where the circumstances lead to the conclusion that
 - a the applicant does not intend to pursue his application; or
 - b the matter has been resolved; or
 - c for any other reason established by the Court, it is no longer justified to continue the examination of the application.

However, the Court shall continue the examination of the application if respect for human rights as defined in the Convention and the protocols thereto so requires.

- 2 The Court may decide to restore an application to its list of cases if it considers that the circumstances justify such a course.

Article 38 - Examination of the case and friendly settlement proceedings

- 1 If the Court declares the application admissible, it shall
 - a pursue the examination of the case, together with the representatives of the parties, and if need be, undertake an investigation, for the effective conduct of which the States concerned shall furnish all necessary facilities;
 - b place itself at the disposal of the parties concerned with a view to securing a friendly settlement of the matter on the basis of respect for human rights as defined in the Convention and the protocols thereto.
- 2 Proceedings conducted under paragraph 1.b shall be confidential.

Article 39 - Finding of a friendly settlement

If a friendly settlement is effected, the Court shall strike the case out of its list by means of a decision which shall be confined to a brief statement of the facts and of the solution reached.

- 3 La Cour déclare irrecevable toute requête individuelle introduite en application de l'article 34, lorsqu'elle estime la requête incompatible avec les dispositions de la Convention ou de ses protocoles, manifestement mal fondée ou abusive.
- 4 La Cour rejette toute requête qu'elle considère comme irrecevable en application du présent article. Elle peut procéder ainsi à tout stade de la procédure.

Article 36 - Tierce intervention

- 1 Dans toute affaire devant une Chambre ou la Grande Chambre, une Haute Partie contractante dont un ressortissant est requérant a le droit de présenter des observations écrites et de prendre part aux audiences.
- 2 Dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, le président de la Cour peut inviter toute Haute Partie contractante qui n'est pas partie à l'instance ou toute personne intéressée autre que le requérant à présenter des observations écrites ou à prendre part aux audiences.

Article 37 - Radiation

- 1 A tout moment de la procédure, la Cour peut décider de rayer une requête du rôle lorsque les circonstances permettent de conclure
 - a que le requérant n'entend plus la maintenir; ou
 - b que le litige a été résolu; ou
 - c que, pour tout autre motif dont la Cour constate l'existence, il ne se justifie plus de poursuivre l'examen de la requête.

Toutefois, la Cour poursuit l'examen de la requête si le respect des droits de l'homme garantis par la Convention et ses protocoles l'exige.

- 2 La Cour peut décider la réinscription au rôle d'une requête lorsqu'elle estime que les circonstances le justifient.

Article 38 - Examen contradictoire de l'affaire et procédure de règlement amiable

- 1 Si la Cour déclare une requête recevable, elle
 - a poursuit l'examen contradictoire de l'affaire avec les représentants des parties et, s'il y a lieu, procède à une enquête pour la conduite efficace de laquelle les Etats intéressés fourniront toutes facilités nécessaires;
 - b se met à la disposition des intéressés en vue de parvenir à un règlement amiable de l'affaire s'inspirant du respect des droits de l'homme tels que les reconnaissent la Convention et ses protocoles.
- 2 La procédure décrite au paragraphe 1.b est confidentielle.

Article 39 - Conclusion d'un règlement amiable

En cas de règlement amiable, la Cour rayer l'affaire du rôle par une décision qui se limite à un bref exposé des faits et de la solution adoptée.

Article 40 – Public hearings and access to documents

- 1 Hearings shall be public unless the Court in exceptional circumstances decides otherwise.
- 2 Documents deposited with the Registrar shall be accessible to the public unless the President of the Court decides otherwise.

Article 41 – Just satisfaction

If the Court finds that there has been a violation of the Convention or the protocols thereto, and if the internal law of the High Contracting Party concerned allows only partial reparation to be made, the Court shall, if necessary, afford just satisfaction to the injured party.

Article 42 – Judgments of Chambers

Judgments of Chambers shall become final in accordance with the provisions of Article 44, paragraph 2.

Article 43 – Referral to the Grand Chamber

- 1 Within a period of three months from the date of the judgment of the Chamber, any party to the case may, in exceptional cases, request that the case be referred to the Grand Chamber.
- 2 A panel of five judges of the Grand Chamber shall accept the request if the case raises a serious question affecting the interpretation or application of the Convention or the protocols thereto, or a serious issue of general importance.
- 3 If the panel accepts the request, the Grand Chamber shall decide the case by means of a judgment.

Article 44 – Final judgments

- 1 The judgment of the Grand Chamber shall be final.
- 2 The judgment of a Chamber shall become final
 - a when the parties declare that they will not request that the case be referred to the Grand Chamber; or
 - b three months after the date of the judgment, if reference of the case to the Grand Chamber has not been requested; or
 - c when the panel of the Grand Chamber rejects the request to refer under Article 43.
- 3 The final judgment shall be published.

Article 40 – Audience publique et accès aux documents

- 1 L'audience est publique à moins que la Cour n'en décide autrement en raison de circonstances exceptionnelles.
- 2 Les documents déposés au greffe sont accessibles au public à moins que le président de la Cour n'en décide autrement.

Article 41 – Satisfaction équitable

Si la Cour déclare qu'il y a eu violation de la Convention ou de ses protocoles, et si le droit interne de la Haute Partie contractante ne permet d'effacer qu'imparfaitement les conséquences de cette violation, la Cour accorde à la partie lésée, s'il y a lieu, une satisfaction équitable.

Article 42 – Arrêts des Chambres

Les arrêts des Chambres deviennent définitifs conformément aux dispositions de l'article 44, paragraphe 2.

Article 43 – Renvoi devant la Grande Chambre

- 1 Dans un délai de trois mois à compter de la date de l'arrêt d'une Chambre, toute partie à l'affaire peut, dans des cas exceptionnels, demander le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre.
- 2 Un collège de cinq juges de la Grande Chambre accepte la demande si l'affaire soulève une question grave relative à l'interprétation ou à l'application de la Convention ou de ses protocoles, ou encore une question grave de caractère général.
- 3 Si le collège accepte la demande, la Grande Chambre se prononce sur l'affaire par un arrêt.

Article 44 – Arrêts définitifs

- 1 L'arrêt de la Grande Chambre est définitif.
- 2 L'arrêt d'une Chambre devient définitif
 - a lorsque les parties déclarent qu'elles ne demanderont pas le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre; ou
 - b trois mois après la date de l'arrêt, si le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre n'a pas été demandé; ou
 - c lorsque le collège de la Grande Chambre rejette la demande de renvoi formulée en application de l'article 43.
- 3 L'arrêt définitif est publié.

Article 45 – Reasons for judgments and decisions

- 1 Reasons shall be given for judgments as well as for decisions declaring applications admissible or inadmissible.
- 2 If a judgment does not represent, in whole or in part, the unanimous opinion of the judges, any judge shall be entitled to deliver a separate opinion.

Article 46 – Binding force and execution of judgments

- 1 The High Contracting Parties undertake to abide by the final judgment of the Court in any case to which they are parties.
- 2 The final judgment of the Court shall be transmitted to the Committee of Ministers, which shall supervise its execution.

Article 47 – Advisory opinions

- 1 The Court may, at the request of the Committee of Ministers, give advisory opinions on legal questions concerning the interpretation of the Convention and the protocols thereto.
- 2 Such opinions shall not deal with any question relating to the content or scope of the rights or freedoms defined in Section I of the Convention and the protocols thereto, or with any other question which the Court or the Committee of Ministers might have to consider in consequence of any such proceedings as could be instituted in accordance with the Convention.
- 3 Decisions of the Committee of Ministers to request an advisory opinion of the Court shall require a majority vote of the representatives entitled to sit on the Committee.

Article 48 – Advisory jurisdiction of the Court

The Court shall decide whether a request for an advisory opinion submitted by the Committee of Ministers is within its competence as defined in Article 47.

Article 49 – Reasons for advisory opinions

- 1 Reasons shall be given for advisory opinions of the Court.
- 2 If the advisory opinion does not represent, in whole or in part, the unanimous opinion of the judges, any judge shall be entitled to deliver a separate opinion.
- 3 Advisory opinions of the Court shall be communicated to the Committee of Ministers.

Article 50 – Expenditure on the Court

The expenditure on the Court shall be borne by the Council of Europe.

Article 51 – Privileges and immunities of judges

The judges shall be entitled, during the exercise of their functions, to the privileges and immunities provided for in Article 40 of the Statute of the Council of Europe and in the agreements made thereunder.”

Article 45 – Motivation des arrêts et décisions

- 1 Les arrêts, ainsi que les décisions déclarant des requêtes recevables ou irrecevables, sont motivés.
- 2 Si l'arrêt n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, tout juge a le droit d'y joindre l'exposé de son opinion séparée.

Article 46 – Force obligatoire et exécution des arrêts

- 1 Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se conformer aux arrêts définitifs de la Cour dans les litiges auxquels elles sont parties.
- 2 L'arrêt définitif de la Cour est transmis au Comité des Ministres qui en surveille l'exécution.

Article 47 – Avis consultatifs

- 1 La Cour peut, à la demande du Comité des Ministres, donner des avis consultatifs sur des questions juridiques concernant l'interprétation de la Convention et de ses protocoles.
- 2 Ces avis ne peuvent porter ni sur les questions ayant trait au contenu ou à l'étendue des droits et libertés définis au titre I de la Convention et dans les protocoles ni sur les autres questions dont la Cour ou le Comité des Ministres pourraient avoir à connaître par suite de l'introduction d'un recours prévu par la Convention.
- 3 La décision du Comité des Ministres de demander un avis à la Cour est prise par un vote à la majorité des représentants ayant le droit de siéger au Comité.

Article 48 – Compétence consultative de la Cour

La Cour décide si la demande d'avis consultatif présentée par le Comité des Ministres relève de sa compétence telle que définie par l'article 47.

Article 49 – Motivation des avis consultatifs

- 1 L'avis de la Cour est motivé.
- 2 Si l'avis n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, tout juge a le droit d'y joindre l'exposé de son opinion séparée.
- 3 L'avis de la Cour est transmis au Comité des Ministres.

Article 50 – Frais de fonctionnement de la Cour

Les frais de fonctionnement de la Cour sont à la charge du Conseil de l'Europe.

Article 51 – Privilèges et immunités des juges

Les juges jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions, des privilèges et immunités prévus à l'article 40 du Statut du Conseil de l'Europe et dans les accords conclus au titre de cet article.»

Article 2

- 1 Section V of the Convention shall become Section III of the Convention; Article 57 of the Convention shall become Article 52 of the Convention; Articles 58 and 59 of the Convention shall be deleted, and Articles 60 to 66 of the Convention shall become Articles 53 to 59 of the Convention respectively.
- 2 Section I of the Convention shall be entitled "Rights and freedoms" and new Section III of the Convention shall be entitled "Miscellaneous provisions". Articles 1 to 18 and new Articles 52 to 59 of the Convention shall be provided with headings, as listed in the appendix to this Protocol.
- 3 In new Article 56, in paragraph 1, the words ", subject to paragraph 4 of this Article," shall be inserted after the word "shall"; in paragraph 4, the words "Commission to receive petitions" and "in accordance with Article 25 of the present Convention" shall be replaced by the words "Court to receive applications" and "as provided in Article 34 of the Convention" respectively. In new Article 58, paragraph 4, the words "Article 63" shall be replaced by the words "Article 56".
- 4 The Protocol to the Convention shall be amended as follows
 - a the Articles shall be provided with the headings listed in the appendix to the present Protocol; and
 - b in Article 4, last sentence, the words "of Article 63" shall be replaced by the words "of Article 56".
- 5 Protocol No. 4 shall be amended as follows
 - a the Articles shall be provided with the headings listed in the appendix to the present Protocol;
 - b in Article 5, paragraph 3, the words "of Article 63" shall be replaced by the words "of Article 56"; a new paragraph 5 shall be added, which shall read

"Any State which has made a declaration in accordance with paragraph 1 or 2 of this Article may at any time thereafter declare on behalf of one or more of the territories to which the declaration relates that it accepts the competence of the Court to receive applications from individuals, non-governmental organisations or groups of individuals as provided in Article 34 of the Convention in respect of all or any of Articles 1 to 4 of this Protocol."; and
 - c paragraph 2 of Article 6 shall be deleted.
- 6 Protocol No. 6 shall be amended as follows
 - a the Articles shall be provided with the headings listed in the appendix to the present Protocol; and
 - b in Article 4 the words "under Article 64" shall be replaced by the words "under Article 57".
- 7 Protocol No. 7 shall be amended as follows

Article 2

- 1 Le titre V de la Convention devient le titre III de la Convention; l'article 57 de la Convention devient l'article 52 de la Convention; les articles 58 et 59 de la Convention sont supprimés, et les articles 60 à 66 de la Convention deviennent respectivement les articles 53 à 59 de la Convention.
- 2 Le titre I de la Convention s'intitule «Droits et libertés» et le nouveau titre III «Dispositions diverses». Les intitulés figurant à l'annexe du présent Protocole ont été attribués aux articles 1 à 18 et aux nouveaux articles 52 à 59 de la Convention.
- 3 Dans le nouvel article 56, au paragraphe 1, insérer les mots «, sous réserve du paragraphe 4 du présent article,» après le mot «s'appliquera»; au paragraphe 4, les mots «Commission» et «conformément à l'article 25 de la présente Convention» sont respectivement remplacés par les mots «Cour» et «, comme le prévoit l'article 34 de la Convention». Dans le nouvel article 58, paragraphe 4, les mots «l'article 63» sont remplacés par les mots «l'article 56».
- 4 Le Protocole additionnel à la Convention est amendé comme suit
 - a les articles sont présentés avec les intitulés énumérés à l'annexe du présent Protocole; et
 - b à l'article 4, dernière phrase, les mots «de l'article 63» sont remplacés par les mots «de l'article 56».
- 5 Le Protocole n° 4 est amendé comme suit
 - a les articles sont présentés avec les intitulés énumérés à l'annexe du présent Protocole;
 - b à l'article 5, paragraphe 3, les mots «de l'article 63» sont remplacés par les mots «de l'article 56»; un nouveau paragraphe 5 s'ajoute et se lit comme suit

«Tout Etat qui a fait une déclaration conformément au paragraphe 1 ou 2 du présent article peut, à tout moment par la suite, déclarer relativement à un ou plusieurs des territoires visés dans cette déclaration qu'il accepte la compétence de la Cour pour connaître des requêtes de personnes physiques, d'organisations non gouvernementales ou de groupes de particuliers, comme le prévoit l'article 34 de la Convention, au titre des articles 1 à 4 du présent Protocole ou de certains d'entre eux.»; et
 - c le paragraphe 2 de l'article 6 est supprimé.
- 6 Le Protocole n° 6 est amendé comme suit
 - a les articles sont présentés avec les intitulés énumérés à l'annexe du présent Protocole; et
 - b à l'article 4, les mots «en vertu de l'article 64» sont remplacés par les mots «en vertu de l'article 57».
- 7 Le Protocole n° 7 est amendé comme suit

- a the Articles shall be provided with the headings listed in the appendix to the present Protocol;
- b in Article 6, paragraph 4, the words “of Article 63” shall be replaced by the words “of Article 56”; a new paragraph 6 shall be added, which shall read

“Any State which has made a declaration in accordance with paragraph 1 or 2 of this Article may at any time thereafter declare on behalf of one or more of the territories to which the declaration relates that it accepts the competence of the Court to receive applications from individuals, non-governmental organisations or groups of individuals as provided in Article 34 of the Convention in respect of Articles 1 to 5 of this Protocol.”; and

- c paragraph 2 of Article 7 shall be deleted.

8 Protocol No. 9 shall be repealed.

Article 3

- 1 This Protocol shall be open for signature by member States of the Council of Europe signatories to the Convention, which may express their consent to be bound by
 - a signature without reservation as to ratification, acceptance or approval; or
 - b signature subject to ratification, acceptance or approval, followed by ratification, acceptance or approval.
- 2 The instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Secretary General of the Council of Europe.

Article 4

This Protocol shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of one year after the date on which all Parties to the Convention have expressed their consent to be bound by the Protocol in accordance with the provisions of Article 3. The election of new judges may take place, and any further necessary steps may be taken to establish the new Court, in accordance with the provisions of this Protocol from the date on which all Parties to the Convention have expressed their consent to be bound by the Protocol.

Article 5

- 1 Without prejudice to the provisions in paragraphs 3 and 4 below, the terms of office of the judges, members of the Commission, Registrar and Deputy Registrar shall expire at the date of entry into force of this Protocol.
- 2 Applications pending before the Commission which have not been declared admissible at the date of the entry into force of this Protocol shall be examined by the Court in accordance with the provisions of this Protocol.
- 3 Applications which have been declared admissible at the date of entry into force of this Protocol shall continue to be dealt with by members of the Commission within a period of one year thereafter. Any applications the examination of which has not been completed within the aforesaid period shall be transmitted to the Court which shall examine them as admissible cases in accordance with the provisions of this Protocol.

- a les articles sont présentés avec les intitulés énumérés à l'annexe du présent Protocole;
- b à l'article 6, paragraphe 4, les mots «de l'article 63» sont remplacés par les mots «de l'article 56»; un nouveau paragraphe 6 s'ajoute et se lit comme suit

«Tout Etat ayant fait une déclaration conformément au paragraphe 1 ou 2 du présent article peut, à tout moment par la suite, déclarer relativement à un ou plusieurs des territoires visés dans cette déclaration qu'il accepte la compétence de la Cour pour connaître des requêtes de personnes physiques, d'organisations non gouvernementales ou de groupes de particuliers, comme le prévoit l'article 34 de la Convention, au titre des articles 1 à 5 du présent Protocole.»; et

- c le paragraphe 2 de l'article 7 est supprimé.

8 Le Protocole n° 9 est abrogé.

Article 3

- 1 Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe signataires de la Convention, qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par
 - a signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou
 - b signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.
- 2 Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 4

Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un an après la date à laquelle toutes les Parties à la Convention auront exprimé leur consentement à être liées par le Protocole conformément aux dispositions de l'article 3. L'élection des nouveaux juges pourra se faire, et toutes autres mesures nécessaires à l'établissement de la nouvelle Cour pourront être prises, conformément aux dispositions du présent Protocole, à partir de la date à laquelle toutes les Parties à la Convention auront exprimé leur consentement à être liées par le Protocole.

Article 5

- 1 Sans préjudice des dispositions des paragraphes 3 et 4 ci-dessous, le mandat des juges, membres de la Commission, greffier et greffier adjoint expire à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole.
- 2 Les requêtes pendantes devant la Commission qui n'ont pas encore été déclarées recevables à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole sont examinées par la Cour conformément aux dispositions du présent Protocole.
- 3 Les requêtes déclarées recevables à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole continuent d'être traitées par les membres de la Commission dans l'année qui suit. Toutes les affaires dont l'examen n'est pas terminé durant cette période sont transmises à la Cour qui les examine, en tant que requêtes recevables, conformément aux dispositions du présent Protocole.

- 4 With respect to applications in which the Commission, after the entry into force of this Protocol, has adopted a report in accordance with former Article 31 of the Convention, the report shall be transmitted to the parties, who shall not be at liberty to publish it. In accordance with the provisions applicable prior to the entry into force of this Protocol, a case may be referred to the Court. The panel of the Grand Chamber shall determine whether one of the Chambers or the Grand Chamber shall decide the case. If the case is decided by a Chamber, the decision of the Chamber shall be final. Cases not referred to the Court shall be dealt with by the Committee of Ministers acting in accordance with the provisions of former Article 32 of the Convention.
- 5 Cases pending before the Court which have not been decided at the date of entry into force of this Protocol shall be transmitted to the Grand Chamber of the Court, which shall examine them in accordance with the provisions of this Protocol.
- 6 Cases pending before the Committee of Ministers which have not been decided under former Article 32 of the Convention at the date of entry into force of this Protocol shall be completed by the Committee of Ministers acting in accordance with that Article.

Article 6

Where a High Contracting Party had made a declaration recognising the competence of the Commission or the jurisdiction of the Court under former Article 25 or 46 of the Convention with respect to matters arising after or based on facts occurring subsequent to any such declaration, this limitation shall remain valid for the jurisdiction of the Court under this Protocol.

Article 7

The Secretary General of the Council of Europe shall notify the member States of the Council of

- a any signature;
- b the deposit of any instrument of ratification, acceptance or approval;
- c the date of entry into force of this Protocol or of any of its provisions in accordance with Article 4; and
- d any other act, notification or communication relating to this Protocol.

In witness whereof, the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Protocol.

Done at Strasbourg, this 11th day of May 1994, in English and French, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each member State of the Council of Europe.

- 4 Pour les requêtes pour lesquelles la Commission, après l'entrée en vigueur du présent Protocole, a adopté un rapport conformément à l'ancien article 31 de la Convention, le rapport est transmis aux parties qui n'ont pas la faculté de le publier. Conformément aux dispositions applicables avant l'entrée en vigueur du présent Protocole, une affaire peut être déférée à la Cour. Le collège de la Grande Chambre détermine si l'une des Chambres ou la Grande Chambre doit se prononcer sur l'affaire. Si une Chambre se prononce sur l'affaire, sa décision est définitive. Les affaires non déferées à la Cour sont examinées par le Comité des Ministres agissant conformément aux dispositions de l'ancien article 32 de la Convention.
- 5 Les affaires pendantes devant la Cour dont l'examen n'est pas encore achevé à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole sont transmises à la Grande Chambre de la Cour, qui se prononce sur l'affaire conformément aux dispositions de ce Protocole.
- 6 Les affaires pendantes devant le Comité des Ministres dont l'examen en vertu de l'ancien article 32 n'est pas encore achevé à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole sont réglées par le Comité des Ministres agissant conformément à cet article.

Article 6

Dès lors qu'une Haute Partie contractante a reconnu la compétence de la Commission ou la juridiction de la Cour par la déclaration prévue à l'ancien article 25 ou à l'ancien article 46 de la Convention, uniquement pour les affaires postérieures, ou fondées sur des faits postérieurs à ladite déclaration, cette restriction continuera à s'appliquer à la juridiction de la Cour aux termes du présent Protocole.

Article 7

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil

- a toute signature;
- b le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;
- c la date d'entrée en vigueur du présent Protocole ou de certaines de ses dispositions conformément à l'article 4; et
- d tout autre acte, notification ou communication ayant trait au présent Protocole.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le 11 mai 1994, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe.

Appendix

Headings of articles to be inserted into the text of the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms and its protocols

Article 1	-	Obligation to respect human rights
Article 2	-	Right to life
Article 3	-	Prohibition of torture
Article 4	-	Prohibition of slavery and forced labour
Article 5	-	Right to liberty and security
Article 6	-	Right to a fair trial
Article 7	-	No punishment without law
Article 8	-	Right to respect for private and family life
Article 9	-	Freedom of thought, conscience and religion
Article 10	-	Freedom of expression
Article 11	-	Freedom of assembly and association
Article 12	-	Right to marry
Article 13	-	Right to an effective remedy
Article 14	-	Prohibition of discrimination
Article 15	-	Derogation in time of emergency
Article 16	-	Restrictions on political activity of aliens
Article 17	-	Prohibition of abuse of rights
Article 18	-	Limitation on use of restrictions on rights
[...]		
Article 52	-	Enquiries by the Secretary General
Article 53	-	Safeguard for existing human rights
Article 54	-	Powers of the Committee of Ministers
Article 55	-	Exclusion of other means of dispute settlement
Article 56	-	Territorial application
Article 57	-	Reservations
Article 58	-	Denunciation
Article 59	-	Signature and ratification

Protocol

Article 1	-	Protection of property
Article 2	-	Right to education
Article 3	-	Right to free elections
Article 4	-	Territorial application
Article 5	-	Relationship to the Convention
Article 6	-	Signature and ratification

(*) Headings have already been added to new Articles 19 to 51 of the Convention by the present Protocol.

Annexe

Intitulés des articles à insérer dans le texte de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et de ses protocoles ¹

Article 1	-	Obligation de respecter les droits de l'homme
Article 2	-	Droit à la vie
Article 3	-	Interdiction de la torture
Article 4	-	Interdiction de l'esclavage et du travail forcé
Article 5	-	Droit à la liberté et à la sûreté
Article 6	-	Droit à un procès équitable
Article 7	-	Pas de peine sans loi
Article 8	-	Droit au respect de la vie privée et familiale
Article 9	-	Liberté de pensée, de conscience et de religion
Article 10	-	Liberté d'expression
Article 11	-	Liberté de réunion et d'association
Article 12	-	Droit au mariage
Article 13	-	Droit à un recours effectif
Article 14	-	Interdiction de discrimination
Article 15	-	Dérogation en cas d'état d'urgence
Article 16	-	Restrictions à l'activité politique des étrangers
Article 17	-	Interdiction de l'abus de droit
Article 18	-	Limitation de l'usage des restrictions aux droits
[...]		
Article 52	-	Enquêtes du Secrétaire Général
Article 53	-	Sauvegarde des droits de l'homme reconnus
Article 54	-	Pouvoirs du Comité des Ministres
Article 55	-	Renonciation à d'autres modes de règlement des différends
Article 56	-	Application territoriale
Article 57	-	Réserves
Article 58	-	Dénonciation
Article 59	-	Signature et ratification

Protocole additionnel

Article 1	-	Protection de la propriété
Article 2	-	Droit à l'instruction
Article 3	-	Droit à des élections libres
Article 4	-	Application territoriale
Article 5	-	Relations avec la Convention
Article 6	-	Signature et ratification

(*) Les intitulés des nouveaux articles 19 à 51 de la Convention figurent déjà dans le présent protocole.

Protocol No. 4

- Article 1 - Prohibition of imprisonment for debt
- Article 2 - Freedom of movement
- Article 3 - Prohibition of expulsion of nationals
- Article 4 - Prohibition of collective expulsion of aliens
- Article 5 - Territorial application
- Article 6 - Relationship to the Convention
- Article 7 - Signature and ratification

Protocol No. 6

- Article 1 - Abolition of the death penalty
- Article 2 - Death penalty in time of war
- Article 3 - Prohibition of derogations
- Article 4 - Prohibition of reservations
- Article 5 - Territorial application
- Article 6 - Relationship to the Convention
- Article 7 - Signature and ratification
- Article 8 - Entry into force
- Article 9 - Depositary functions

Protocol No. 7

- Article 1 - Procedural safeguards relating to expulsion of aliens
- Article 2 - Right of appeal in criminal matters
- Article 3 - Compensation for wrongful conviction
- Article 4 - Right not to be tried or punished twice
- Article 5 - Equality between spouses
- Article 6 - Territorial application
- Article 7 - Relationship to the Convention
- Article 8 - Signature and ratification
- Article 9 - Entry into force
- Article 10 - Depositary functions

Protocole n° 4

Article 1	-	Interdiction de l'emprisonnement pour dette
Article 2	-	Liberté de circulation
Article 3	-	Interdiction de l'expulsion des nationaux
Article 4	-	Interdiction des expulsions collectives d'étrangers
Article 5	-	Application territoriale
Article 6	-	Relations avec la Convention
Article 7	-	Signature et ratification

Protocole n° 6

Article 1	-	Abolition de la peine de mort
Article 2	-	Peine de mort en temps de guerre
Article 3	-	Interdiction de dérogations
Article 4	-	Interdiction de réserves
Article 5	-	Application territoriale
Article 6	-	Relations avec la Convention
Article 7	-	Signature et ratification
Article 8	-	Entrée en vigueur
Article 9	-	Fonctions du dépositaire

Protocole n° 7

Article 1	-	Garanties procédurales en cas d'expulsion d'étrangers
Article 2	-	Droit à un double degré de juridiction en matière pénale
Article 3	-	Droit d'indemnisation en cas d'erreur judiciaire
Article 4	-	Droit à ne pas être jugé ou puni deux fois
Article 5	-	Egalité entre époux
Article 6	-	Application territoriale
Article 7	-	Relations avec la Convention
Article 8	-	Signature et ratification
Article 9	-	Entrée en vigueur
Article 10	-	Fonctions du dépositaire